

Hannah Arendt, vérité et politique, *La crise de la culture*, 1964

Est-ce qu'il existe aucun fait qui soit indépendant de l'opinion et de l'interprétation ? Des générations d'historiens et de philosophes de l'histoire n'ont-elles pas démontré l'impossibilité de constater des faits sans les interpréter, puisque ceux-ci doivent d'abord être extraits d'un chaos de purs événements (et les principes du choix ne sont assurément pas des données de fait), puis être arrangés en une histoire qui ne peut être racontée que dans une certaine perspective, qui n'a rien à voir avec ce qui a eu lieu à l'origine ? Il ne fait pas de doute que ces difficultés, et bien d'autres encore, inhérentes (1) aux sciences historiques, soient réelles, mais elles ne constituent pas une preuve contre l'existence de la matière factuelle, pas plus qu'elles ne peuvent servir de justification à l'effacement des lignes de démarcation entre le fait, l'opinion et l'interprétation, ni d'excuse à l'historien pour manipuler les faits comme il lui plaît. Même si nous admettons que chaque génération ait le droit d'écrire sa propre histoire, nous refusons d'admettre qu'elle ait le droit de remanier les faits en harmonie avec sa perspective propre ; nous n'admettons pas le droit de porter atteinte à la matière factuelle elle-même. Pour illustrer ce point, et nous excuser de ne pas pousser la question plus loin : durant les années vingt (2), peu avant sa mort, se trouvait engagé dans une conversation amicale avec un représentant de la République de Weimar (3) au sujet des responsabilités quant au déclenchement de la Première Guerre mondiale. On demanda à : « À votre avis, qu'est-ce que les historiens futurs penseront de ce problème embarrassant et controversé ? » Il répondit : « Ça, je n'en sais rien, mais ce dont je suis sûr, c'est qu'ils ne diront pas que la Belgique a envahi l'Allemagne. »

(1) Inhérent : qui appartient essentiellement à quelque chose.

(2) Années vingt : période de 1920 à 1929.

(3) République de Weimar : régime politique de l'Allemagne de 1919 à 1933.

Marion Duvauchel 21/5/2023 18:15

Comment [1]: C'est ici la thèse de l'auteur mais elle est formulée sous la forme interrogative. L'ordre du fait est-il indépendant de l'ordre du sens, donné par les hommes qui racontent ou interprètent la matière factuelle ?

Marion Duvauchel 21/5/2023 18:14

Comment [2]: Cette longue phrase est de fait une réponse à la question. Il est impossible de constater des faits sans les accompagner d'une interprétation. Ils ne prennent sens qu'à la lumière de cette interprétation.

Marion Duvauchel 21/5/2023 18:14

Comment [3]: La difficulté de déterminer l'aire respective du fait et l'aire du sens ne constituent pas une preuve contre l'une et l'autre. Et elle ne saurait en aucun cas non plus servir de justification à la manipulation des faits. C'est toute la difficulté du travail de l'historien qui est souligné ici : d'abord extraire du chaos des faits ceux qui permettent de constituer un récit ; ensuite maintenir une stricte démarcation entre le fait et le discours autour du fait.

Marion Duvauchel 21/5/2023 18:17

Comment [4]: Le fait n'admet pas de falsification. Il ne saurait ni subir d'effacement, ni faire l'objet d'un remaniement à des fins diverses. L'auteur est très assertive : nous n'admettons pas le droit de porter atteinte au fait. Il n'admet pas qu'on le manipule.

EXPLIQUER UN TEXTE

Le texte porte sur la notion de vérité dans le champ des sciences historiques.

Le fait et le discours sur le fait impliquent une tension entre ces deux ordres de la réalité. L'une se présente comme un « matière » à laquelle il faut donner forme : les principes du choix. Le travail de l'historien est fort bien décrit : il implique l'organisation d'un récit et l'interprétation des faits signifiants choisis pour organiser ce récit.

Le travail interprétatif essentiel pour la compréhension des faits historiques exige un rapport de vérité avec les faits relatés. On ne peut raconter n'importe quoi à partir de la matière factuelle, elle imprime sa loi et son exigence. On ne peut nier le fait, on ne doit pas l'effacer, et on n'a pas le droit de le manipuler.

C'est donc la question de la reprise politique de la mémoire historique qui se pose. Chaque génération a bien le droit de reconstruire son histoire en fonction de ce qu'elle attend et espère de son avenir mais pour qu'elle reste dans cette "harmonie" comme aussi dans une certaine droiture, il faut qu'elle se refuse à "manipuler les faits" à des fins politiques, ou de ce qu'on appelle la propagande (qui a été l'un des objets d'interrogation de Arendt).

C'est la responsabilité de l'historien que d'assurer cette articulation des faits aux sens qu'ils peuvent avoir et surtout ne pas avoir.

Sous l'élaboration intellectuelle voire spirituelle du récit des événements de l'histoire, il faut donc maintenir une factualité de ces événements qui se présente comme indiscutable: César a bien franchi le Rubicon, Napoléon a bien été défait à Waterloo, les deux tours du World Trade Center se sont bien effondrées, et la Shoah est une réalité historique...

La place qu'on laisse à l'interprétation décide de l'existence de l'histoire. Et si tout sans restriction devient discutable et interprétable, l'histoire comme discipline scientifique visant à l'établissement d'un discours satisfaisant aux exigences de la vérité disparaît.

Il faut donc maintenir qu'il y a bien des faits historiques en deçà du sens qu'on peut chercher à leur donner. L'existence même de l'activité politique est liée à l'affirmation qu'il y a bien sous le sens qu'on leur prête des faits qui se sont produits dans l'histoire et ces faits résistent non seulement à l'interprétation mais à toute manipulation. Ils s'imposent avec une forme de certitude et ne saurait être gommé sans que l'histoire même soit en danger.

Mais il est des savoirs communs, partagés qui se sont imposés avec le temps et les paradigmes scientifiques ou historiques, (ce que l'auteur ne dit pas car ce n'est pas son propos). L'histoire est aussi une construction nationale qui répond à des besoins de cohésion sociale, qui se transmet en même temps qu'une certaine idée de la « nation », de ses fautes et de sa grandeur, idée nécessaire et sans laquelle une société risque de se dissoudre et de se désagréger.

Mais ce roman national ne saurait s'établir sur des faits falsifiés.